

SENATO DELLA REPUBBLICA

XV LEGISLATURA

Doc. **XII-bis**
N. 42

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

I parte della 53^a Sessione ordinaria
(Parigi, 4-6 giugno 2007)

Raccomandazione n. 795 (*)

PESD: la via da percorrere – Conclusioni della Conferenza di Berlino –
Risposta al rapporto annuale del Consiglio

Annunziata il 18 settembre 2007

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant des efforts de la présidence allemande pour faire avancer la réforme institutionnelle de l'UE;

(ii) Rappelant que, le texte actuel du projet de Traité constitutionnel n'étant pas en vigueur, les activités de l'Union européenne continuent d'être régies par le Traité de Nice de 2003;

(iii) Se félicitant des succès opérationnels de la PESD, qui a lancé à ce jour 17 missions, dont sept ont déjà été menées à bien;

(iv) Notant les récentes avancées réalisées dans le domaine des capacités de la PESD, en particulier avec la mise en service de deux Groupements tactiques et la mise au point définitive du Catalogue de forces 06 (FC06) dans le cadre de l'Objectif global 2010;

(v) Consciente qu'il reste d'importants défis à relever sur le plan des capacités et des acquisitions, notamment qu'il est indispensable de renforcer la Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE), de remédier aux lenteurs inhérentes aux procédures de prise de décision nationales qui affectent la rapidité du déploiement des Groupements tactiques, de réagir à l'absence d'investissements dans les technologies nouvelles et

(*) Adoptée par l'Assemblée le 4 juin 2007, au cours de sa 1^{ère} séance plénière.

d'éliminer les chevauchements considérables entre les technologies civiles et militaires nationales existantes;

(vi) Sachant que des défis sécuritaires différents et de type nouveau se présentent pour la PESD, tels que la réforme du secteur de la sécurité (RSS), la sécurité humaine, la sécurité énergétique et l'utilisation de l'Internet par des groupes terroristes et les cyberrattaques coordonnées contre les sites Internet de l'administration d'un Etat, pour n'en citer que quelques-uns;

(vii) Consciente que, dans un environnement sécuritaire en évolution, les relations traditionnelles entre l'OTAN et l'UE et les Accords " Berlin plus " ne suffisent pas pour prendre pleinement en compte les besoins croissants en matière de gestion militaire et civile des crises;

(viii) Inquiète devant la menace que la prolifération d'armes de destruction massive fait peser sur la sécurité européenne et constatant avec préoccupation que l'UE n'a toujours pas engagé de discussion sur la défense antimissile;

(ix) Consciente que les récentes propositions américaines visant à installer en Pologne et en République tchèque un bouclier antimissile destiné à protéger les Etats-Unis et leurs alliés d'une attaque extérieure sont considérées avec suspicion par la Russie et pourraient avoir des répercussions dans d'autres domaines où la coopération avec ce pays est nécessaire, et provoquer des divisions entre les Etats membres de l'UE;

(x) Consciente que l'avenir du sud-est de l'Europe passe par l'UE, ce qui implique pour celle-ci une responsabilité particulière pour la stabilité, la sécurité et la prospérité de la région;

(xi) Se félicitant des travaux effectués par l'Equipe de planification de l'UE au Kosovo en vue de préparer la mise en place, dans cette région, d'une mission de

PESD qui sera la plus grande opération jamais conduite par l'UE;

(xii) Saluant les efforts déployés par M. Ahtisaari, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies au Kosovo, pour aider à déterminer le futur statut du Kosovo;

(xiii) S'inquiétant de la situation en Bosnie-Herzégovine, où le Conseil de mise en oeuvre de la paix (PIC) a pris récemment la décision de prolonger les activités du Bureau du Haut représentant (BHR) et du Représentant spécial de l'UE (RSUE) jusqu'au 30 juin 2008 en raison des dissensions persistantes entre les gouvernements des entités sur les réformes exigées par l'UE;

(xiv) Se félicitant néanmoins de la décision prise par le Conseil de l'UE le 27 février 2007 de mettre en oeuvre son plan de transition pour l'opération Althea, prévoyant une réduction des effectifs de l'EUFOR présents sur le terrain tout en maintenant une force en alerte dans la région;

(xv) Se félicitant des progrès réalisés en ce qui concerne l'Afrique, notamment sur le " concept de l'UE pour le renforcement des capacités africaines de prévention, de gestion et de résolution des conflits " et attendant avec intérêt la tenue du sommet UE-Afrique qui doit avoir lieu sous la présidence portugaise de l'UE/UEO au deuxième semestre 2007 et au cours duquel une Stratégie de l'UE pour l'Afrique doit être adoptée;

(xvi) S'inquiétant de la détérioration de la situation au Darfour, en dépit des intenses efforts de la communauté internationale;

(xvii) Se félicitant des aides internationales accordées à l'Afghanistan pour la reconstruction, la sécurité, l'Etat de droit et les opérations antidrogue, ainsi que des initiatives visant à transformer la mission de police allemande en mission de PESD

en Afghanistan et à renforcer la présence et l'influence de l'UE dans le pays;

(xviii) Consciente que les enquêtes successives de l'Eurobaromètre indiquent que l'opinion publique est très favorable à la PESD, mais n'ignorant pas les réticences du public dès qu'il est question d'une intervention militaire,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES ACTUELS OU POTENTIELS DE L'UNION EUROPEENNE, A

1. Préparer et mettre en œuvre des politiques nécessitant des investissements substantiels sur les plans politique, opérationnel et institutionnel, compte tenu des nouveaux enjeux qui se profilent en matière de sécurité et qui devront être abordés dans le cadre de la PESD;

2. Investir davantage dans des technologies nouvelles et diversifiées en vue de faire face à ces nouveaux enjeux en matière de sécurité;

3. Établir des textes législatifs et des conventions en vue d'assurer la cybersécurité, en prenant en compte les efforts déployés par la Commission européenne en ce qui concerne la protection des infrastructures critiques et la sécurité de l'information;

4. Intensifier le dialogue avec les industries de défense nationales et mettre en œuvre des politiques plus transparentes à leur endroit en vue de renforcer la BITDE et d'évoluer vers une plus grande transparence des marchés de défense de manière à éviter les doubles emplois et les dépenses inutiles;

5. Approfondir le dialogue existant entre l'OTAN et l'UE en vue d'exploiter plus efficacement les synergies entre les deux organisations dans les domaines militaire et civil de la gestion de crise;

6. Continuer à soutenir pleinement la recherche d'un règlement durable pour le

statut futur du Kosovo en usant de toute leur influence;

7. Développer un dialogue européen sur le bouclier antimissile américain, dont il est proposé d'implanter certaines installations sur le sol de l'UE, et prendre en compte les positions des différentes parties afin d'éviter l'émergence d'une nouvelle crise politique;

8. Elaborer, dans la perspective du sommet UE-Afrique, une solide stratégie UE-Afrique englobant tous les éléments nécessaires pour favoriser une plus grande stabilité et ramener la paix en Afrique, et développer la coopération et le dialogue avec les organisations régionales de ce continent, en particulier par l'Union africaine, et avec les Nations unies;

9. Offrir leur concours en vue de mettre fin à la crise au Darfour, demander au gouvernement du Soudan de livrer tous les criminels de guerre présumés à la Cour pénale internationale, faire pression sur toutes les milices janjaweed soutenues par le gouvernement pour qu'elles cessent les opérations militaires dirigées contre la population du Darfour et persuader le gouvernement soudanais d'accepter le déploiement d'une force de maintien de la paix des Nations unies de grande envergure dans les régions touchées;

10. Accroître l'information fournie au public par chaque pays et par l'UE sur la nécessité des interventions civiles ou militaires;

11. Demander instamment aux membres de l'UE d'accorder la plus grande attention à la coopération interparlementaire et au contrôle parlementaire des questions relevant de la PESD dans la procédure de rédaction du nouveau Traité constitutionnel, en incluant les instances spécialisées existantes, telles que l'Assemblée de l'UEO, dans ses discussions, dans le but de garantir une participation accrue des parlements nationaux au contrôle démocratique des questions incluses dans la coopération intergouvernementale au sein de l'UE.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 795 (*)****PESD: la via da percorrere — Conclusioni della Conferenza di Berlino —
Risposta al rapporto annuale del Consiglio**

L'ASSEMBLEA,

(i) rallegrandosi per l'impegno della Presidenza tedesca a far progredire la riforma istituzionale dell'Unione europea;

(ii) ricordando che, in mancanza dell'entrata in vigore dell'attuale testo del progetto di Trattato costituzionale, le attività promosse dall'Unione europea nell'ambito della PESD continueranno ad essere disciplinate dal Trattato di Nizza del 2003;

(iii) rallegrandosi dei risultati operativi positivi della PESD, nell'ambito della quale finora sono state avviate 17 missioni, sette delle quali si sono concluse con successo;

(iv) notando che di recente sono stati compiuti progressi a livello di capacità della PESD, in particolare con il lancio operativo di due gruppi tattici e l'ultima-zione del Catalogo delle forze 06 (FC06) nel quadro dell'Obiettivo primario 2010;

(v) consapevole che nel campo delle capacità e dell'approvvigionamento rimangono sfide importanti da affrontare, e che permane, in particolare, la necessità di rafforzare la Base industriale e tecnologica della difesa europea (BITDE); di recuperare i ritardi, riscontrati a livello nazio-

nale, nelle procedure decisionali riguardanti lo schieramento rapido dei gruppi tattici; di ovviare ai mancati investimenti in nuove tecnologie e di eliminare le sovrapposizioni cospicue che si riscontrano in ambito nazionale tra tecnologie civili e tecnologie militari;

(vi) consapevole che per la PESD si stanno delineando sfide nuove e diversificate, come la Riforma del settore della sicurezza (RSS), la sicurezza umana, la sicurezza energetica e l'uso di Internet da parte di gruppi terroristici e attacchi cibernetici coordinati contro sistemi informatici pubblici degli Stati, per citarne solo qualcuna;

(vii) consapevole che in un ambiente di sicurezza in cambiamento le relazioni tradizionali tra la NATO e l'UE e gli Accordi « Berlin Plus » non sono di per sé sufficienti per tenere pienamente conto delle esigenze crescenti in materia di gestione delle crisi civili e militari;

(viii) preoccupata per la minaccia alla sicurezza europea costituita dalla proliferazione delle armi di distruzione di massa e, altresì, per il fatto che l'Ue finora non abbia ancora avviato un dibattito sulla difesa missilistica;

(ix) conscia che le proposte degli Stati Uniti sull'installazione di uno scudo anti-missile in Polonia e nella Repubblica Ceca allo scopo di proteggere il Paese e i suoi

(*) Approvata dall'Assemblea il 4 giugno 2007, nell'ambito della Prima Seduta.

alleati da un attacco esterno sono viste con sospetto dalla Russia e possono avere ripercussioni su altri settori, nei quali la cooperazione con gli USA è necessaria, e creare altresì divisioni tra gli Stati membri dell'Ue;

(x) conscia che il futuro dell'Europa sudorientale è nell'Unione europea, il che attribuisce all'Ue una responsabilità particolare per la stabilità, la sicurezza e la prosperità della regione;

(xi) rallegrandosi per il lavoro svolto dal Gruppo di pianificazione dell'Ue, impegnato nella preparazione di una missione PESD nel Kosovo, che sarà la più estesa finora condotta in ambito Ue;

(xii) plaudendo all'impegno profuso dall'Inviato speciale del Segretario generale delle Nazioni Unite, Marrti Ahtisaari, per contribuire alla definizione del futuro status del Kosovo;

(xiii) preoccupata per la situazione in Bosnia-Erzegovina, dove il Comitato direttivo del Consiglio per l'attuazione della pace (*Peace Implementation Council - PIC*) ha deciso recentemente di prorogare l'attività dell'Ufficio dell'Alto Rappresentante (*OHR*) e del Rappresentante speciale dell'Ue (*EUSR*) fino al 30 giugno 2008 a causa del persistente disaccordo tra i governi e le entità sulle riforme richieste dall'Ue;

(xiv) rallegrandosi, tuttavia, della decisione adottata dal Consiglio Ue il 27 febbraio 2007 di attuare il Piano di transizione per l'Operazione Althea che prevede la riduzione del numero degli effettivi presenti e, allo stesso tempo, il mantenimento di una forza in *stand by* nella regione;

(xv) rallegrandosi dei progressi registrati in relazione all'Africa, in particolare, per quanto concerne la « Concezione dell'UE in materia di rafforzamento delle capacità africane nei settori della prevenzione, della gestione e della risoluzione dei conflitti » e attendendo con interesse il Vertice Ue-Africa che dovrebbe svolgersi il secondo semestre del 2007 sotto la presi-

denza portoghese dell'Ue/UEO e nell'ambito del quale dovrebbe essere adottata una Strategia comune Ue-Africa.;

(xvi) turbata per il fatto che la situazione nel Darfur si stia deteriorando nonostante l'impegno vasto della comunità internazionale;

(xvii) allegrandosi per gli aiuti internazionali accordati all'Afghanistan e destinati alla ricostruzione, alla sicurezza, alla difesa dello Stato di diritto e alle operazioni di contrasto del narcotraffico nonché per le iniziative volte a trasformare la missione di polizia della Germania in Afganistan in una missione PESD e rafforzare la presenza e l'influenza dell'Ue nel paese;

(xviii) conscia del fatto che sondaggi condotti da Eurobarometro in momenti successivi indicano un forte sostegno dell'opinione pubblica per la PESD, ma ricordando al contempo che i cittadini sono poco inclini ad appoggiare i propri governi quando si impegnano in un intervento militare,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI UEO, MEMBRI ATTUALI E FUTURI DELL'UNIONE EUROPEA, A:

1. elaborare e attuare politiche che richiedono investimenti consistenti, tanto sul piano operativo quanto su quello politico e istituzionale, per tenere conto delle nuove sfide alla sicurezza che stanno emergendo e che dovranno essere affrontate nel quadro della PESD;

2. aumentare gli investimenti in tecnologie nuove e diversificate, concepite per affrontare le nuove sfide alla sicurezza;

3. adottare delle norme e stipulare convenzioni volte a garantire la sicurezza informatica, tenendo conto delle misure promosse dalla Commissione UE in materia di protezione delle infrastrutture critiche e di sicurezza informatica;

4. intensificare il dialogo con le industrie della difesa nazionali e attuare nei

loro confronti politiche più trasparenti al fine di rafforzare la BITDE e promuovere una maggiore trasparenza dei mercati nazionali della difesa in modo da evitare duplicazioni e costi inutili;

5. approfondire ulteriormente il dialogo in corso tra la NATO e l'Ue al fine di utilizzare con maggiore profitto le sinergie esistenti tra le due organizzazioni in materia di gestione delle crisi civili e militari;

6. continuare a garantire il loro pieno sostegno e esercitare tutta la loro influenza a favore di una soluzione durevole dello status futuro del Kosovo;

7. sviluppare un dialogo europeo sullo scudo antimissile statunitense, di cui viene proposta l'installazione di alcune parti sul territorio dell'Ue, e tenere conto della posizione di tutte le parti interessate al fine di evitare che si possa arrivare ad una nuova crisi politica;

8. mettere a punto, in vista del Vertice Ue-Africa, una strategia euroafricana efficace comprendente tutti gli elementi necessari per garantire una maggiore stabilità e promuovere la pace in Africa nonché intensificare la collaborazione e il dialogo con le organizzazioni regionali presenti sul continente, ed in particolare con l'Unione africana e le Nazioni Unite;

9. offrire il loro sostegno per porre fine alla crisi nel Darfur; sollecitare il governo del Sudan a consegnare al Tribunale penale internazionale tutte le persone sospettate di aver commesso crimini di guerra; fare pressione affinché le milizie Janjaweed, sostenute dal governo, cessino le operazioni militari rivolte contro la popolazione del Darfur e convincere il governo sudanese ad accettare lo schieramento, su vasta scala, di una forza di mantenimento della pace nelle regioni colpite;

10. aumentare le informazioni, fornite ai cittadini da membri individualmente e dall'Ue nel suo complesso, sulla necessità di interventi civili o militari;

11. sollecitare gli Stati membri dell'Ue a riservare la massima attenzione alla cooperazione interparlamentare e al controllo parlamentare delle questioni in materia di PESD nella procedura di redazione del nuovo Trattato costituzionale e, altresì, ad includere le organizzazioni specializzate, quali l'Assemblea UEO, in tali discussioni al fine di garantire una maggiore partecipazione dei parlamenti nazionali al controllo democratico delle questioni relative alla cooperazione intergovernativa in seno all'UE.